

Pour une vraie rupture politique

Le grand terme à la mode du monde politique est celui de renouveau. Tous les partis souhaitent montrer aux citoyens qu'ils ont compris le message suite aux nombreuses affaires qui ont éclaté au cours des derniers mois. On débat à propos du cumul des mandats des élus, du nombre de conseillers communaux... mais le débat principal ne se trouverait-il pas ailleurs ? Ce n'est pas pour rien que le "New York Times" s'inquiétait il y a quelques mois de *"la faiblesse de la démocratie belge"*, de l'étendue de la corruption facilitée par la complexification du pays, de la faiblesse des partis traditionnels qui se sont tus ou n'ont pas posé trop de questions dérangelantes durant des années.

Le fonctionnement des ASBL

Créer le renouveau, c'est d'abord

supprimer ou revoir complètement le fonctionnement de toutes ces ASBL subsidiées qui soit remplacent le travail de l'administration, soit deviennent réellement le bras armé de la gauche culturelle. Vous avez tant les problèmes structurels type Samusocial, Gial que les problèmes de pluralisme et de neutralité des positions prises au sein des ASBL comme la LDH, la Ligue des Familles, le Mrax (à qui on pourrait aussi reprocher un problème de gestion avec ses 200 000 euros de dettes, son petit nombre de membres et pourtant 13 salariés). Que la Ligue des Familles se soit par exemple encore dernièrement associée avec le mouvement TAM-TAM est d'ailleurs assez révélateur. Il faut revoir le système de gestion et de financement de toutes ces ASBL qui font beaucoup trop d'idéologie ou qui deviennent

un endroit facile pour caser certains proches, comme dans le cas du Samusocial, de Gial, et de tant d'autres. On pourrait aussi parler de ces ASBL culturelles, festivals ou autres clubs sportifs de pêche à la ligne qui reçoivent tel ou tel subside, grâce à un lien politique direct au bon pouvoir subsidiant.

La fin des Provinces

Créer le renouveau, c'est mettre fin aux structures archaïques comme les provinces dont les compétences peuvent être reprises par d'autres niveaux de pouvoir. J'en discutais il y a presque deux ans avec un ténor de la politique belge. Il me disait être totalement d'accord, mais que cela passerait difficilement dans son parti, car il y aurait trop d'élus à devoir recaser. Dur constat, mais sans doute tellement vrai.

Opinion

Etienne Dujardin

Juriste

■ Faute d'une vraie prise de conscience et d'un renouveau en profondeur, il ne faudra pas s'étonner qu'un dégoût de plus en plus grand s'installe, et ce, durablement.

Raboter les salaires

Créer le renouveau, c'est supprimer les contrats mirobolants qu'on a vus au sein de Gial, au sein de Publifin, au sein de Mons Expo, et de tant d'autres structures publiques. Comment peut-on justifier de tels salaires ? On nous expliquera bientôt qu'une fonction de directeur de Mons Expo ou du Gial comporte plus de res-

ponsabilités ou de compétences que celles nécessaires pour diriger une société de milliers de personnes comme la SNCB dont le salaire de la dirigeante a été lui plus que raboté.

Stop aux doubles fonctions

Créer le renouveau, c'est mettre fin aux doubles

fonctions dans le milieu politique. Comme dans le cas où un collaborateur est à la fois payé à plein-temps comme assistant parlementaire ou collaborateur au sein d'un cabinet scabinal et à mi-

temps dans une structure également publique, mais où personne ne le voit prester l'horaire de travail pour lequel il est soi-disant rémunéré.

Syndicats et mutuelles

Créer le renouveau, c'est mettre fin aux pourcentages que touchent les syndicats dans la gestion des allocations de chômage. Il n'est d'ailleurs pas obligatoire de passer par un syndicat pour toucher des allocations sociales. Il serait opportun dans un souci de bonne gestion et de diminution des coûts, de faire gérer le paiement des allocations uniquement par l'Etat. Dans un monde informatisé, il n'est pas difficile de remplir toutes les formalités directement en ligne et de casser le nombre d'intermédiaires dans le processus de paiement. Idem pour les mutuelles. Au lieu de devoir passer par un lourd processus administratif, on pourrait envisager une formule généralisée où le patient ne paierait au médecin

que le ticket modérateur et le personnel médical s'adresserait directement à l'Inami pour se voir verser la différence. Tout ceci dans un but de réduire les frais que l'ensemble d'un système aux multiples intermédiaires coûte à la société et donc finalement aux contribuables.

Une prise de conscience

En termes électoraux, le parti ou un nouveau mouvement citoyen qui mettrait tous ces débats sur la table et qui les assumerait réellement ne serait pas perdant. Il faut donc avoir le courage aujourd'hui de demander un examen précis de ce qui fonctionne et de ce qui pose question.

On ne peut éteindre l'incendie provoqué par l'ensemble des affaires simplement en limitant les rémunérations pour l'avenir, en promettant que cela n'arrivera plus, ou en prenant

des mesurettes partielles. Le problème est plus global et ne concerne pas qu'un parti ou qu'une région. Se rapprocher du citoyen commencerait aussi par lancer ce genre de discussion. Cela ne sera pas toujours simple de lutter contre un certain immobilisme flatté par des privilèges surannés. Il faut cependant faire des réformes courageuses, que demande celui que le politique doit servir en premier, à savoir : le citoyen. Faute de cette prise de conscience et de renouveau en profondeur, il ne faudra pas s'étonner qu'un dégoût de plus en plus grand s'installe, et ce, durablement.

→ Le titre, l'introduction et les intertitres sont de la rédaction.
Titre original : "ASBL subsidiées, provinces, contrats en or massif, doubles fonctions, syndicats, mutuelles... Voilà la vraie rupture politique à opérer".